

## **Manifestation de policiers devant l'Assemblée nationale : Darmanin venu en soutien, Dupond-Moretti hué**

Policiers, syndicats et politiques de plusieurs sensibilités se sont retrouvés ce mercredi devant l'Assemblée nationale. Une minute de silence a été observée en hommage aux membres des forces de l'ordre décédés en mission.



Chacun est libre d'y participer », mais « aucun responsable politique ne pourra accéder à la tribune ni s'y exprimer », avaient fait savoir dans un communiqué commun les organisations syndicales de policiers.

LP/Olivier Lejeune

Par Le Parisien

Le 19 mai 2021 à 11h53

C'est un rassemblement lourd de sens, deux semaines après le meurtre du brigadier Eric Masson à Avignon et à l'approche d'importantes échéances électorales. Ce mercredi, des syndicats unanimes, des milliers de policiers

mais aussi le ministre de l'Intérieur et des politiques de tous bords se sont rassemblés devant l'Assemblée nationale. Selon les organisateurs, 35 000 personnes se sont réunies.

Ainsi, même Gérard Darmanin s'y est rendu, peu avant 13 heures, une première de mémoire de policiers pour un ministre de l'Intérieur, ce qui lui a valu de vives critiques de l'opposition. Le ministre en a profité pour discuter avec plusieurs fonctionnaires sur place. « Il faut nous aider [...] le métier est très difficile, on a besoin de vous, il faut qu'on soit protégés [...] On part au boulot et on ne sait pas comment on va rentrer, dans quel état... », lui a lancé l'un d'eux, visiblement très ému.

Ce à quoi le ministre lui a répondu : « Tous les matins je pense à vous [...]. Il n'y a aucun doute sur le soutien que je vous porte ». « Vous envoyez du bois ! », l'a félicité un autre policier. « Je suis venu comme tous les Français soutenir les policiers, c'est tout », a seulement commenté à l'intention des médias Gérard Darmanin, au milieu de la foule et accompagné du préfet de police de Paris Didier Lallemant.

« Il faut de la valorisation, de la reconnaissance et du soutien lorsqu'ils sont attaqués », a de son côté commenté la maire de Paris, présente à ce rassemblement, qui a aussi appelé à un « dialogue entre la police et la population ». Anne Hidalgo a dit venir, elle aussi, « soutenir les policiers ».

## **« Le problème de la police, c'est la justice », le garde des Sceaux hué**

Peu après, l'acteur Gérard Lanvin a pris la parole à la tribune. « Merci d'exister pour nous et de nous protéger, au risque de nos vies », a-t-il déclaré aux fonctionnaires de police, avant de laisser la parole aux secrétaires syndicaux, qui ont réclamé chacun à leur tour une réponse pénale plus forte, notamment vis-à-vis de la récidive et une peine minimale pour les agressions de policiers.

« Le problème de la police, c'est la justice », s'est par ailleurs insurgé un représentant d'Alliance, alors que le garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti a indiqué qu'il envisageait de se rendre à la manifestation. La mention de son nom a été sifflée par plusieurs des participants. Il a fini par répondre dans l'hémicycle, lors des questions au gouvernement. « En tant que citoyen j'aurais pu me retrouver dans cette manifestation pour apporter mon soutien aux services de police, commence-t-il. Ce qui me semble en revanche dangereux pour notre démocratie, c'est que l'on oppose en permanence et à

des fins électorales et donc avec un certain cynisme, la justice et la police. Les policiers, les magistrats de ce pays sont dans la même barque républicaine (...) J'affirme que sur le terrain magistrats et policiers travaillent ensemble. »

Certains manifestants sont apparus dans la manifestation le visage masqué, avec des larmes de sang, portant un cercueil. Puis, un peu plus tard en ce début d'après-midi, une minute de silence a été respectée, là aussi en hommage à leurs collègues décédés en service, suivie d'applaudissements nourris. L'évènement s'est terminé par une interprétation de l'hymne national par la chanteuse lyrique Chloé Chaume.

## **« C'est mon métier, ma façon de les soutenir que d'être avec eux », estime Darmanin**

« J'apporte mon soutien aux policiers et gendarmes chaque jour depuis que je suis ministre de l'Intérieur et même avant, en tant que maire de Tourcoing, s'était justifié ce mercredi sur France Inter le ministre de l'Intérieur quant à sa présence à la manifestation. J'ai eu l'occasion de voir que ce sont des gens courageux, [...] qui sont particulièrement la victime d'une société de plus en plus violente ».

Selon le ministre, qui évoque les « deux assassinats » de Stéphanie Montfermé à Rambouillet et d'Eric Masson à Avignon, les policiers « sont marqués par le deuil, l'émotion et la colère. « Je vais leur dire que nous les aimons », a-t-il aussi clamé, ajoutant : « C'est mon travail, mon métier, ma façon de les soutenir que d'être avec eux ».

Avant 11 heures ce mercredi, les premiers manifestants se sont retrouvés devant l'Assemblée nationale. Les organisations syndicales ont érigé un podium, où se succéderont plusieurs interlocuteurs non politiques, devant une large bannière où est apposée l'inscription « Payés pour servir, pas pour mourir ». Peu avant 13 heures, la foule s'était largement densifiée, avec de nombreux drapeaux de syndicats flottant au milieu.

## **Les syndicats réclament « la mise en œuvre de peines minimales »**

Les syndicats ont décidé d'organiser ce rassemblement deux semaines jour pour jour après le meurtre d'Eric Masson, tué sur un point de deal à Avignon. Un drame qui a ébranlé la police, déjà marquée par l'assassinat le 23 avril de

Stéphanie Monfermé, agente administrative au commissariat de Rambouillet (Yvelines), par un Tunisien qui se serait radicalisé.

Selon les responsables syndicaux, beaucoup de policiers « en colère » et « écœurés » voient dans la mort du brigadier lors de cette banale intervention un symbole des violences répétées à leur encontre, qui nécessitent une « réponse pénale » plus ferme.

Depuis Avignon, le gouvernement a déjà donné des gages aux syndicats, reçus le 10 mai à Matignon. Le Premier ministre Jean Castex s'est notamment engagé à étendre à trente ans la période de sûreté pour les personnes condamnées à perpétuité pour un crime contre un policier ou un gendarme. Et à limiter strictement les possibilités de réduction des peines pour ceux qui s'attaquent aux forces de l'ordre. Mais les syndicats déplorent que leur « revendication la plus importante », « la mise en œuvre de peines minimales » (aussi appelées peines planchers) pour « les agresseurs des forces de l'ordre », n'ait pas été « prise en compte ».

Ce sont notamment ces revendications qui ont conduit les Insoumis et les écologistes à ne pas apparaître au rassemblement du jour. Jean-Luc Mélenchon a préféré tenir une conférence de presse sur le sujet ce mercredi après-midi. « On ne fait pas un métier en se disant que c'est pour mourir, écrit-il sur Twitter. 734 personnes meurent au travail chaque année. Nous comprenons et partageons la peine des policiers et des familles quand un policier est tué par un voyou. » Mais le leader de la France insoumise a aussi émis des critiques, notamment contre les syndicats de police qui n'ont « pas à faire la loi » dans le pays. « La manifestation d'aujourd'hui prend un caractère ouvertement factieux, ajoute-t-il. Elle s'en prend aux institutions et notamment à la Justice ». Mélenchon concède l'existence d'un « problème dans la lutte contre la délinquance », qui est d'abord « un problème de moyens dans le recours au renseignement, aux méthodes scientifiques, dans l'état des commissariats ».